



L'info en ligne des territoriaux

TABLE RONDE SUR LES RETRAITES : LES CRITIQUES ET LES PROPOSITIONS DES SYNDICATS DE LA FPT

Alors que le ministre du travail, Eric Woerth, devrait présenter son projet de réforme des retraites lors du Conseil des ministres du 1 juillet, la Gazette des communes a réuni les dirigeants des principaux syndicats de la FPT pour une table ronde. Voici les principaux extraits de ces échanges.



La table ronde a réuni **Antoine Breining**, président de la **FA-FPT**, Jean-Marie Marco, vice-président du SNDGCT (président de la commission retraite), Awa Burlet, chargée des retraites pour la FNACT-CFTC, Yves Letourneux, secrétaire nationale de la fédération interco-CFDT, Ange Helmroch, secrétaire national de l'Unsa-territoriaux, Sandrine Mourey, secrétaire fédérale de la CGT-services publics, et Jean-Louis Gadea, secrétaire adjoint de SUD-

collectivités territoriales.

Age de départ et durée de cotisation

Les représentants du personnel des collectivités locales, de même que celui des directeurs généraux partagent inquiétudes et mécontentement face à la réforme des retraites récemment dévoilée par le gouvernement. Tous considèrent notamment que l'allongement de la durée de cotisation, de même que le report de l'âge légal de départ à la retraite « ne résolvent en rien » le problème posé.

La pénibilité

L'ensemble des syndicats de la FPT condamnent également les mesures prises pour les agents exerçant des métiers difficiles. L'approche gouvernementale, opposée à la définition d'une liste de métiers pénibles, mais privilégiant une prise en compte individuelle des agents, assises sur leur degré d'invalidité, est également décriée.

Rapprochement vers le privé

L'alignement du public sur le privé, prôné par le gouvernement en matière de niveaux de cotisation est également



jugé « injuste » par les syndicats.

Revenu minimum garanti

Même opposition farouche en ce qui concerne l'alignement du minimum garanti, qui risque, estiment les représentants des personnels, de se traduire par des baisse de pension importantes pour les agents les moins favorisés.

Nouvelles recettes

Enfin, l'unanimité contre le projet du gouvernement s'établit également sur la question des financements nouveaux imaginés pour combler une partie du déficit. La taxation des hauts-revenus ou des stock-options, par exemple, est jugée bien timide.

